

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 560-23-PM**

**PORTANT AUTORISATION DE STATIONNEMENT RUE TRÉBESSÉ**

Le Maire de la commune de BORDÈRES,

- Vu la demande en date du 08 septembre 2023 par laquelle M. Régis LASSUS LAFON représentant la société ENEDIS-DRPYL NAY sise 2 rue du Souvenir Français à NAY 64800 demande l'autorisation de stationner un groupe électrogène à l'angle des rues Trébessé et Capbat à BORDÈRES, en vue d'effectuer des travaux sur le réseau 20KV ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;
- Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1;
- Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;
- Vu le Code de la Voirie Routière ;
- Vu le Code de la Route notamment l'article L411-1
- Vu le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;
- Vu l'état des lieux ;

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

La société ENEDIS-DRPYL NAY est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

Groupe électrogène

du 26 au 30 septembre 2023 inclus, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles suivants. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise.

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières**

**Stationnement**

L'installation visée à l'article 1 ne pourra empiéter sur le domaine public sur une distance de plus de **8,50** mètres et une largeur de plus de **6** mètres.

**Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier**

Le bénéficiaire devra signaler son occupation conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et

notamment son I-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

#### **Article 4 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 4 jours à compter du 26 septembre 2023.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 6 - Publication et affichage**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de PAU (Pyrénées-Atlantiques) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

#### **Article 7 – Recours**

Conformément à l'article R.102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

#### **Article 8 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
- Monsieur le Commandant de la COB de NAY-PONTACQ
- Monsieur Régis LASSUS LAFON représentant l'entreprise ENEDIS-DRPYL NAY

Fait à BORDÈRES,  
Le 20 septembre 2023

Le Maire,  
Michel MINVIELLE-GUILLEMARNAUD

